Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Vol. 4, n°3 | Octobre 2013

Les conditions de production d'un transport durable

20-22 juin 2012 : Rio plus vain ?

20-22 June 2012 : Rio in vain ?

Franck-Dominique Vivien

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/10206>

DOI : 10.4000/developpementdurable.10206

ISSN : 1772-9971

Éditeur

Association DD&T

Référence électronique

Franck-Dominique Vivien, « 20-22 juin 2012 : Rio plus vain ? », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 4, n°3 | Octobre 2013, mis en ligne le 30 octobre 2013, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/10206> ; DOI : 10.4000/developpementdurable.10206

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.

Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

20-22 juin 2012 : Rio plus vain ?¹

20-22 June 2012 : Rio in vain ?

Franck-Dominique Vivien

1. Un sommet inutile ?

- ¹ Organisé en juin 2012, Rio+20 a été un sommet consacré au développement soutenable extrêmement court – trois jours seulement, contre une quinzaine pour les précédents. Si on considère la couverture médiatique dont il a fait l'objet, il a été aussi des plus discrets, l'actualité étant alors largement dominée par la crise économique et financière. On y a vu un nombre restreint de chefs d'État et de gouvernement – la plupart de ceux des grandes puissances étaient absents –, ce qui tranche avec l'engouement diplomatique qu'avait suscité en son temps le premier Sommet de la Terre. Autre différence, Rio+20 n'a pas été le lieu de grandes discussions et négociations autour de politiques internationales relatives au développement soutenable, comme cela avait pu être le cas à Rio en 1992. Préalablement à l'ouverture de la Conférence Rio+20, l'action du gouvernement brésilien avait permis d'obtenir un accord sur un texte final qui n'a pas été modifié au cours des trois jours de séances plénières ; le même gouvernement ayant réussi pendant cette période à désamorcer les conflits les plus manifestes. Il faut dire que, paradoxalement, Rio+20 ne se donnait pas pour but de faire le point sur les politiques engagées depuis vingt ans dans la perspective du développement soutenable. On sait pourtant que les négociations climatiques qui visent à donner une suite au Protocole de Kyoto piétinent depuis la Conférence de Copenhague organisée en 2009, au point où les esprits semblent déjà tournés vers la conférence qui se tiendra à Paris en 2015 pour trouver un éventuel accord multilatéral de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Du côté des négociations sur la biodiversité, on se réjouit de l'adoption, en 2010, du Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation – un Protocole, qui a eu une gestation très longue, et dont on continue depuis à discuter des termes –, mais celui-ci est loin d'apporter les réponses adéquates à la crise biologique qui est en cours. Ce constat peut d'ailleurs être généralisé : les évaluations de l'état de la planète qui sont réalisées sont alarmistes et

pointent l'écart grandissant entre les politiques mises en œuvre et la gravité des problèmes auxquels elles sont censées répondre. "Twenty years after the Earth Summit, it is clear that humanity has been a poor steward for the Earth", remarque ainsi Gro Harlem Brundtland (2012), dans un point de vue publié l'avant-veille de l'ouverture de Rio+20. Dans ce contexte, on ne s'étonnera pas si la plupart des commentateurs ont conclu à l'inutilité de ce sommet². Pis ! On peut même dire que l'on pouvait être certain qu'il ne sortirait pas grand-chose de Rio+20 puisque l'année 2012 était marquée par de grands rendez-vous politiques – élections présidentielles aux États-Unis, annonce de l'arrivée au pouvoir d'un nouveau dirigeant en Chine... – qui feraient que celui-ci allait nécessairement se retrouver mis entre parenthèses. De là à ce que l'on s'interroge à nouveau sur l'utilité d'organiser ce genre de sommet, il n'y a qu'un pas que beaucoup n'ont pas hésité à franchir...

2. Le développement soutenable : en passer d'abord par la « croissance verte » ?

- 2 Si l'on se réfère à la rhétorique des « trois piliers » du développement soutenable³, Rio+20 est un sommet qui a résolument mis l'accent sur le pilier économique. Il succède ainsi logiquement à la première conférence de Rio qui, avec l'adoption des conventions sur les changements climatiques et la biodiversité, avait insisté sur les questions environnementales⁴ et au Sommet de Johannesburg qui, en 2002, avait mis la priorité sur les questions sociales, la pauvreté, l'accès à l'eau potable, la lutte contre les maladies, etc. Une boucle serait ainsi bouclée, vingt ans après le premier Sommet de la Terre organisé à Rio.
- 3 Il est probablement trop simple et trop idéaliste de raisonner ainsi. C'est avant tout le contexte qui a changé – avec une grave crise économique qui a frappé le capitalisme depuis 2008, qui oblige à mettre l'accent sur cette dimension – même si certains auteurs, comme Alain Lipietz⁵, lui trouve aussi des origines environnementales.
- 4 L'objectif premier de Rio+20 était de redire l'engagement politique en faveur du développement soutenable, et ce malgré ce changement de contexte. Telle est la perspective affichée par *L'avenir que nous voulons*, le rapport de soixante pages publié à cette occasion par l'ONU (2012). Comme l'indique le titre même de ce document, une bonne partie de son message reprend celui délivré par le rapport Brundtland (CMED, 1987) : rappel de la priorité que constitue la lutte contre la pauvreté, insistance sur la « croissance économique durable » et équitable, obligation d'intégrer la prise en compte de l'environnement dans toutes les décisions, nécessité de l'engagement de l'ensemble des parties prenantes... La grande nouveauté sémantique, qui fait écho à un ouvrage de David Pearce, Anil Markandya et Edward Barbier (1989) paru à la suite du rapport Brundtland et aux rapports publiés depuis quelques années par des instances internationales en charge de la gouvernance de la planète (OCDE, PNUE, Banque mondiale), est la place centrale dévolue à « l'économie verte », laquelle était une des deux thématiques affichées de Rio+20.
- 5 Si les rapports publiés par ces organisations internationales ne fournissent pas une définition unique de la « croissance verte », on y retrouve des analyses similaires à son sujet. Une première idée avancée dans ces différents documents est que la « croissance verte » ne remplace pas le développement soutenable, mais est un moyen d'action pour

atteindre celui-ci⁶. Le rapport de la Banque mondiale, *Inclusive Green Growth*, précise ainsi que la « croissance verte » n'est pas un nouveau paradigme, mais une façon de rationaliser le développement soutenable. La notion de « croissance verte », poursuivent les auteurs de ce rapport, permet de se focaliser sur ce qui doit être fait dans les cinq à dix ans à venir afin, d'une part, d'éviter de rester prisonniers de trajectoires et de dynamiques insoutenables et, d'autre part, de générer des bénéfices locaux immédiats. Ceci posé, il importe de souligner qu'il n'y a pas *une* « croissance verte », il n'y a pas une prescription universelle en la matière, mais différentes stratégies qui peuvent être mises en place tant par les pays riches que par les pays pauvres, en fonction du contexte, de leur niveau de développement, de leurs dispositifs institutionnels, des préférences qui sont les leurs, etc. Ainsi, laissent entendre les auteurs de ce rapport, tel pays pourra mettre l'accent sur les transports urbains, tandis qu'un autre se focalisera sur le planning familial.

- 6 Autre précision apportée, la « croissance verte » n'est pas la croissance tout court, si l'on ose dire. Le rapport de la Banque mondiale va ainsi à l'encontre de la stratégie qui vise à « croître d'abord et nettoyer plus tard » (*“grow now and clean up later”*). Ses auteurs prennent acte de la non-existence d'une « courbe environnementale de Kuznets »⁷, laquelle, à partir d'un certain niveau de revenu, suppose une relation vertueuse entre la croissance et l'environnement. Si, nous disent-ils, la « croissance verte » permet de gagner sur tous les plans – la rhétorique des « trois piliers » du développement soutenable est toujours de mise dans ces documents officiels⁸ –, le problème le plus patent, selon eux, demeurent les relations entre l'économie et l'environnement ; les relations entre l'économie et le social, est-il précisé dans ce rapport de la Banque mondiale, se renforçant d'elles-mêmes (tout en soulignant qu'il n'y a pas de courbe de Kuznets, non plus, dans ce domaine qui relève des choix politiques qui sont faits, car il existe des pays où les écarts de richesse se creusent, et d'autres, notamment en Amérique du Sud, ayant réussi à concilier croissance et réduction des inégalités sociales).

3. Le développement soutenable grâce à l'innovation environnementale ?

- 7 L'idée de la nécessité d'un nouveau type de croissance pour répondre aux enjeux environnementaux n'est pas neuve. La notion de « croissance verte » témoigne néanmoins d'un changement de perspective, ainsi que l'attestent clairement les auteurs du rapport de la Banque mondiale (2012 :2) : si, notent-ils, depuis les années 1950, les manuels d'économie insistent sur les différents instruments des politiques d'environnement (écotaxes, systèmes de permis négociables...) pour « verdir » la croissance, c'est désormais la technologie qui permet d'opérer plus facilement ces changements – tout en reconnaissant que ces derniers restent complexes à opérer dans un monde où règnent la défense des intérêts particuliers, les défaillances de marché et de gouvernance, etc. Les changements les plus importants apportés dans les pays développés par cette « croissance verte » sont attendus grâce aux « technologies vertes » – elles doivent donc être stimulées, grâce à des *mix* de politiques économiques, de politiques industrielles et de politiques environnementales, afin qu'elles puissent devenir compétitives vis-à-vis d'autres types de technologie. Dans cette même optique, le rapport du PNUE (UNEP, 2011 :22) fait explicitement référence à l'« hypothèse de Porter » (Porter & Van der Linde, 1995), une analyse qui met l'accent sur les vertus d'une réglementation

des pouvoirs publics dans le domaine de l'environnement comme stimulant des capacités d'innovation des firmes⁹.

- 8 Cette insistance des instances internationales sur les bienfaits de l'« innovation verte » reflète une évolution que l'on a pu observer dans la littérature académique relative à l'économie du développement durable. Durant les années 1990, celle-ci débattait beaucoup de l'opposition marquée entre un modèle de « soutenabilité faible » et un modèle de « soutenabilité forte » (Neumayer, 2003). Comme on sait, cette opposition doctrinale repose pour l'essentiel sur les plus ou moins grandes propriétés de substituabilité que l'on prête au capital produit par les hommes (*man-made capital*, écrivent les anglo-saxons, qui comprend les moyens matériels de production, les infrastructures, les compétences, les savoir-faire...) vis-à-vis du capital naturel (les ressources et le bien-être fournis par la nature). Les économistes néoclassiques, confiants dans le progrès technique et le jeu de la loi de l'offre et de la demande, se montrent plutôt optimistes en la matière. La règle minimale de soutenabilité qui prévaut chez ces théoriciens est que, pour maintenir la capacité des sociétés à produire du bien-être à travers le temps, il faut transmettre d'une génération à l'autre un stock constant de capital, dont la composition variera au cours du temps : les générations présentes, qui consomment du capital naturel, doivent léguer aux générations futures davantage de capital créé par les hommes. De leur côté, les économistes écologiques affichent davantage de scepticisme vis-à-vis de cette substituabilité entre le capital naturel et les autres types de capitaux. Persuadés que certains éléments du capital naturel ne sont pas remplaçables par l'ingéniosité humaine, ils recommandent qu'on lègue aux générations futures un stock de capital naturel, que l'on peut qualifier de « capital naturel critique ».
- 9 À partir de la fin des années 1990 et du début des années 2000, ce débat économique, qui est loin d'être clos, s'est poursuivi en se déplaçant pour aborder les questions relatives à l'innovation. L'idée de recourir à la technique pour répondre aux enjeux environnementaux ne date évidemment pas d'hier – elle est, par exemple, un des éléments de la controverse soulevée par le premier rapport au Club de Rome (Meadows *et al.*, 1972), à laquelle participent notamment les chercheurs, comme Christopher Freeman et Keith Pavitt, qui appartiennent au Science Policy Research Unit (SPRU) de l'Université de Sussex (Cole *et al.*, 1973)¹⁰ –, elle a toutefois pris un nouveau tour depuis plus d'une dizaine d'années avec la publication de nombreux travaux portant sur ce qui est présenté comme une innovation d'un nouveau genre : l'innovation environnementale (ou éco-innovation) (voir, par exemple, Faucheux & Nicolaï, 1998 ; Rennings, 2000).

4. Le développement soutenable, un cinquième Kondratiev ?

- 10 La grande figure d'économiste que l'on invoque généralement quand on met l'accent sur l'innovation technique est celle de Joseph Schumpeter (1883-1950). Inspiré par les sciences du vivant, ce grand penseur de l'évolution économique (Schumpeter, 1926) est un des premiers à faire la distinction entre croissance et développement, entre une variation quantitative du produit économique et un changement qualitatif. Le développement, selon Schumpeter, provient des innovations techniques¹¹ réalisées par les entrepreneurs – qu'il distingue des chefs d'entreprise – qui rompent les routines productives et introduisent des transformations qualitatives au sein des sociétés et des

économies capitalistes. Autre idée force de Schumpeter, ce progrès technique se diffuse de manière périodique par grappes d'innovations à partir de certains secteurs et de certains lieux en des cycles caractérisés par une succession de phases (expansion, retournement du cycle et récession). Il serait ainsi possible de repérer une série de cycles longs – une idée attribuée par Schumpeter (1939) à l'économiste russe Nikolai Kondratiev (1892-1938) – qui, tous les 30 à 60 ans environ, apporteraient un nouvel essor à la dynamique économique. Selon cette conception, le capitalisme a connu, depuis la fin du 18ème siècle, quatre Kondratiev : le premier, entre les années 1790 et 1850, autour du textile et du charbon ; le 2ème, entre les années 1850 et 1900, autour du chemin de fer et de l'acier ; le troisième, entre les années 1900 et 1945, autour de l'électricité et de l'automobile ; le quatrième, à partir de la fin de la Seconde Guerre mondiale, autour de la pétrochimie et de l'aéronautique.

- 11 Ce schéma – qui reste très controversé – a été redécouvert et prolongé par certains économistes hétérodoxes à la fin des « trente glorieuses » – interprétée comme la phase descendante du 4ème Kondratiev – dans le souci de proposer une sortie de la crise des années 1970¹² grâce notamment à l'enclenchement d'un nouveau cycle d'innovations technologiques axées sur le traitement de l'information et les biotechnologies. Dans le contexte de l'actuelle crise du capitalisme, qui est assurément d'une autre ampleur et d'une autre nature que celle des années 1970, on avancera l'hypothèse que c'est la même idée qui refleurit. En d'autres termes, le développement soutenable est conçu comme le défi majeur du capitalisme contemporain, dont la réponse passe par l'essor d'un nouveau cycle économique – un cinquième Kondratiev – dont la caractéristique serait de reposer sur un nouveau type d'innovation, à savoir l'innovation environnementale. Grâce à l'apport des travaux des économistes néo-schumpetériens (Nelson & Winter, 1982 ; Dosi, 1982), qui ont mis l'accent sur des points ignorés par Schumpeter, comme le caractère continu de l'innovation et les phénomènes de verrous technologiques, auxquels on peut ajouter l'existence d'« effets-rebonds » (Alcott, 2005), cette perspective d'une nouvelle trajectoire technologique s'est complexifiée en une problématique que l'on qualifie aujourd'hui de « transition » vers un développement soutenable. Le schéma représentant une courbe en « S » et ses trois phases (exploration, marché de niches et production de masse) – un schéma qui peut figurer la partie ascendante d'un Kondratiev – que l'on trouve dans le rapport de la Banque mondiale (2012 :74), n'est pas sans rappeler celui proposé par le courant du « transition management »¹³. Même si ses auteurs connaissent les difficultés et obstacles (du fait, précisément, des phénomènes de « lock-in », d'« effets-rebonds », etc.) que rencontrera à coup sûr une telle dynamique, ce type de schéma, comme celui de la « perspective multi-niveaux »¹⁴ du « transition management », a l'avantage de présenter un cas idéal – et réussi – de changement de trajectoire sociotechnique. Par là même, et peut-être avant tout, c'est la construction d'un futur souhaitable qui est recherchée.

Conclusion

- 12 Alors que le contexte économique, environnemental et social a beaucoup changé depuis le premier Sommet de la Terre de Rio en 1992, il importait de redire officiellement l'importance de la perspective du développement soutenable. Cela d'autant plus que la « triple crise » – économique, sociale et environnementale – observée en son temps par le rapport Brundtland est aujourd'hui d'une ampleur inédite. Malgré ces bouleversements,

on observe une grande continuité dans les discours des instances internationales au sujet du développement soutenable. La perspective normative qui est la leur depuis une vingtaine d'années a été approfondie récemment avec la montée en puissance des notions d'« économie verte » et d'« innovation environnementale ». Elle fait écho à la définition « canonique » du développement soutenable fournie par le rapport Brundtland (CMED, 1987 :51) quand, opérant un retournement de la problématique posée par le rapport Meadows (1972), celui-ci affirme que les limites ne sont pas à chercher dans la Biosphère, mais dans nos capacités techniques et notre organisation sociale. Au-delà de l'accent mis sur une croissance dotée d'une « nouvelle qualité », qui, dans un contexte de crise économique majeure, a gagné en légitimité, c'est aussi, en se référant à certains éléments des analyses de Joseph Schumpeter, une notion de développement qui peut être étayée à travers cette vision, laquelle prend essentiellement la forme d'une (r)évolution technologique portée par des entrepreneurs¹⁵.

- 13 On notera que, malgré l'insistance sur le contexte de crise économique, qui marque les rapports des instances internationales publiés depuis quelques années et légitime une telle perspective de développement soutenable, nulle explication n'est fournie dans ces documents à cette crise du capitalisme. Rien n'est dit notamment sur le conflit de répartition – sous-consommation des uns, placements financiers risqués pour valoriser les surplus accaparés par les autres – qui est au cœur de cette crise. Le mot même de capitalisme n'est jamais prononcé ! Les auteurs du rapport de la Banque mondiale (2012 :4 et 46) se contentent de pointer les « inerties sociales et politiques » dont souffre la « croissance verte » et raisonnent à l'aide de théories et de concepts (externalités, coûts de transaction...) utilisés généralement par l'économie standard pour construire des mondes imaginaires. C'est pourtant – pour en rester à cet auteur – à l'évolution du capitalisme que s'intéresse Schumpeter, et à ses classes sociales (Dannequin, 2013). Et, dans la perspective du développement soutenable, l'interrogation centrale qui est la sienne – « le capitalisme peut-il survivre ? » (Schumpeter, 1942) – mérite d'être gardée à l'esprit...

BIBLIOGRAPHIE

Alcott B., 2005, « Jevons' Paradox », *Ecological Economics*, 54, p. 9-21.

Bonnel A., 2013, « Rio+20 : un processus permanent ? », in R. Genevey, R.K. Pachauri, L. Tubiana (dir.), *Regards sur la Terre 2013*, Paris, Armand Collin, p. 98-102.

Bosserelle E., 2013, « Les études empiriques menées sur les cycles longs depuis les années 80 », in A. Diemer, D. Borodak, S. Dozolme (éds), *Heurs et malheurs du capitalisme*, Clermont-Ferrand, Ed. Oeconomia, p. 132-154.

Brundtland G.H., 2012, « Earth Agonistes », *The New York Times*, June 18th, http://www.nytimes.com/2012/06/19/opinion/earth-agonistes.html?_r=0

Commission Mondiale sur l'Environnement et le Développement (1987) *Notre avenir à tous*, trad. fse, Québec, Ed. du fleuve.

- Dannequin F., 2013, « La bourgeoisie au coeur du capitalisme schumpétérien », in A. Diemer, D. Borodak, S. Dozolme (éds), *Heurs et malheurs du capitalisme*, Clermont-Ferrand, Ed. Oeconomia, p. 157-171.
- Damian M., 2012, « La conférence de Rio+20 sur le développement soutenable : un échec ? », *Informations et commentaires*, n° 161, oct-déc., pp. 41-43, http://webu2.upmf-grenoble.fr/LEPII/spip/IMG/pdf/MD_Rioinfo-commentaires_2012.pdf
- Dosi G., 1982, « Technological paradigms and technological trajectories », *Research Policy*, vol. 11, pp. 147-162.
- Elkington J., 1998, *Cannibals with Forks. The Triple Bottom Line of 21 Century Business*, Gabriola Island, New Society Publishers.
- Faucheux S., Nicolăi I., 1998, « Les firmes face au développement soutenable : changement technologique et gouvernance au sein de la dynamique industrielle », *Revue d'économie industrielle*, n° 83, pp. 127-146.
- Grin J., Rotmans J., Schot J., 2010, *Transitions to sustainable development*, London, Routledge.
- Guerrien B., Gun O., 2012, *Dictionnaire d'analyse économique*, Paris, La Découverte, 4ème éd. revue et augmentée.
- Kempf H., 2012, « L'impasse de Rio », *Le Monde*, 17 juin.
- Lipietz A., 2012, *Green Deal. La crise du libéral-productivisme et la réponse écologiste*, Paris, La Découverte.
- Meadows D.H., Meadows D.L., Randers J., Behrens III W.W., 1972, *The Limits to Growth*, New York, Universe Book.
- Monbiot G., 2012, « Rio+20 draft text is 283 paragraphs of fluff », *The Guardian*, June 22, <http://www.guardian.co.uk/environment/georgemonbiot/2012/jun/22/rio-20-earth-summit-brazil>.
- Munasinghe M., 1992, "Environmental Economics and Sustainable Development", Environmental Paper n° 3, World Bank, Washington D.C.
- Nelson R., Winter N., 1982, *An evolutionary theory of economic change*, Cambridge (Mas.), The Belknap Press of Harvard University Press.
- Neumayer E., 2003, *Weak versus Strong Sustainability. Exploring the Limits of Two Opposing Paradigms*, Cheltenham, Edward Elgar, 2nd ed.
- OCDE, 2011, *Vers une croissance verte*, Paris, OCDE.
- ONU, 2012, *L'avenir que nous voulons*, https://rio20.un.org/sites/rio20.un.org/files/a-conf.216-l-1_french.pdf
- Pearce D., Markandya A., Barbier E.B., 1989, *Blueprint for a green economy*, London, Earthscan.
- Porquet J.-L., 2012, « Rio, suite et fin », *Le Canard enchaîné*, 27 juin, p. 5.
- Porter M.E., van der Linde C., 1995, « Vert et concurrentiel : la fin du bras de fer », rééd. in M.E. Porter, *La concurrence selon Porter*, 1999, trad. fse, Paris, Ed. Village Mondial, p. 345-370.
- Rennings K., 2000, « Redefining innovation – eco-innovation research and the contribution from ecological economics », *Ecological Economics*, 32, p. 319-332.
- Schumpeter J.A., 1926, *Théorie de l'évolution économique*, trad. fse, Paris, Dalloz, 1999.
- Schumpeter J.A., 1939, *Business Cycles : A theoretical, historical and statistical analysis of the capitalist process*, New York, McGraw Hill.

Schumpeter J.A., 1942, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, trad. fse, Paris, Payot, 1990.

UNEP, 2011, *Towards a Green Economy : Pathways to Sustainable Development and Poverty Eradication*, http://www.unep.org/greenconomy/Portals/88/documents/ger/ger_final_dec_2011/Green%20EconomyReport_Final_Dec2011.pdf

Vivien F.-D., Nieddu M., Debref R., 2012, « L'innovation technique : un nouveau paradigme pour le développement soutenable ? », in B. Hamaide, S. Brunet (sous la dir.), *Développement durable et économie environnementale régionale*, Bruxelles, Publications des Facultés universitaires Saint-Louis, p. 41-67.

World Bank, 2012, *Inclusive Green Growth. The Pathway to Sustainable Development*, Washington D.C.

NOTES

1. La première section de cet article s'appuie sur des éléments extraits d'un texte en cours de rédaction avec Michel Damian, « Environnement, développement et gouvernance : le tournant de Rio+20 » (voir aussi le texte publié par M. Damian, 2012). Pour autant, les propos tenus ici, qui reprennent aussi certains éléments que j'ai publiés ailleurs (cf. Vivien *et al.*, 2012), n'engagent que moi.
2. Pour ne donner que quelques exemples, voir H. Kempf (2012), G. Monbiot (2012), J.-L. Porquet (2012). A. Bonnel (2013 :100) souligne, en outre, que la Conférence Rio+20 peut être vue comme « une déconvenue pour les pays européens et les Nations unies, et une affirmation du pouvoir des pays émergents ».
3. Cette représentation, proposée à Rio par M. Munasinghe (1992), a été reprise ensuite par J. Elkington (1994) pour fournir une traduction managériale du développement soutenable, elle a été adoptée ensuite par les autorités officielles lors du Sommet de Johannesburg.
4. Sans oublier toutefois que ces conventions s'inscrivent clairement dans des perspectives de développement. Voir l'article 2 de la CCCC.
5. « Comme dans les années 1930, écrit A. Lipietz (2012, p. 6-7), la crise actuelle a débuté par une crise financière et même boursière, mais a bien vite révélé ses profondes racines sociales et macroéconomiques. Les riches sont trop riches, les salariés trop pauvres, une crise de « sous-consommation » était inévitable [...] Mais, comme en 1848 (et contrairement à 1930), la terre paraît si peu « génèreuse » au genre humain dans les années 2000 que les prix agricoles, miniers et pétroliers s'envolent. La demande en biens durables manufacturés est évincée du budget des ménages pauvres et moyens par la montée des prix des biens de base (nourriture, chauffage, transport). En fait, cette « avarice » de la terre n'est que le résultat des gaspillages productivistes des modèles de développement précédents. »
6. Dans le rapport de l'OCDE (2011 :11), *Vers une croissance verte*, on peut lire : « La croissance verte n'est pas censée se substituer au développement durable, mais doit être considérée comme un volet de celui-ci. Il s'agit d'un concept plus étroit, assorti d'un programme d'action opérationnel qui peut contribuer à un progrès tangible et mesurable à l'interface de l'économie et de l'environnement. »
7. Le rapport de la Banque mondiale (2012:5) note: "Of course, some local and visible environmental public goods do worsen at first and eventually improve with income – typically local air quality. But this is not true of local pollutants with invisible or long-term impacts (such as the accumulation of pesticides and toxic chemicals in land and water) or global pollutants (such as greenhouse gases in the atmosphere). These often get worse with higher income".
8. Ainsi, "UNEP defines a green economy as one that results in 'improved human well-being and social equity, while significantly reducing environmental risks and ecological scarcities' [...] In its

simplest expression, a green economy is low carbon, resource efficient and socially inclusive.” (UNEP, 2011:16).

9. « Des normes d'environnement convenablement conçues, écrivent M. Porter et C. Van der Linde (1995), sont susceptibles de déclencher des innovations qui abaisseront le coût total d'un produit ou accroîtront sa valeur. De telles innovations permettent d'utiliser de manière plus productive différents intrants – matière première, énergie, main-d'oeuvre... – et donc de compenser les coûts du respect de l'environnement [...] En fin de compte, cette amélioration de la productivité des ressources rend les entreprises plus compétitives, et non pas moins. » Rééd. et traduit in M. Porter (1999).

10. Dans l'introduction de cet ouvrage, Christopher Freeman (1973 : 24) écrit au sujet du rapport Meadows : « Deuxièmement, les changements technologiques sont au cœur de ce qui nous sépare : nous croyons que, comme l'avait fait Malthus, le groupe du MIT sous-estime les possibilités qui sont offertes par un progrès technologique constant. Le mot « progrès » est utilisé ici dans son acception économique d'une plus grande production à partir des mêmes investissements, ou d'investissements réduits, ou de l'introduction de produits et de processus nouveaux. »

11. L'innovation, que J. Schumpeter (1926 :95) définit comme l'« exécution de nouvelles combinaisons » productives, peut revêtir cinq formes, selon lui : 1. la fabrication d'un bien nouveau ou d'une qualité nouvelle d'un bien, 2. l'introduction d'une méthode de production nouvelle, 3. l'ouverture d'un débouché nouveau, 4. la conquête d'une nouvelle source de matière première, 5. la réalisation d'une nouvelle organisation de la production.

12. On se reportera à l'article d'Eric Bosserelle (2013) pour une présentation et une analyse des études économiques sur les cycles longs menées depuis le début des années 1980.

13. La littérature portant sur le *sustainability transition management* emprunte à trois fondements théoriques (Grin *et al.*, 2010) : les *Science studies*, l'économie évolutionniste et une sociologie s'inspirant de la théorie de la structuration de Giddens. La dynamique temporelle modélisée par ce courant comprend quatre phases : 1) celle de prédéveloppement et d'exploration des possibles techniques, 2) celle de *take-off*, durant laquelle le changement structurel prend son élan, en sélectionnant des solutions techniques viables ; 3) celle d'accélération au cours de laquelle le changement devient visible grâce à l'essor d'un *dominant design* ; 4) celle de stabilisation durant laquelle un nouvel équilibre dynamique est trouvé autour d'un nouveau régime sociotechnique.

14. Le courant du « transition management » modélise les changements à partir d'une perspective multi-niveaux : 1) des « niches » au sein desquelles se déploient des pratiques d'innovation ; 2°) un régime socio-technique, qui est porté par un artefact ou un « design » dominant ; 3°) un « paysage » (*landscape*) qui est l'environnement macrosocial au sein duquel se régule le régime sociotechnique.

15. Prolongeant une évolution initiée au Sommet du développement durable de Johannesburg en 2002, *L'avenir que nous voulons* souligne l'importance des partenariats public-privé et le Pacte mondial dans lequel se sont engagées les grandes entreprises multinationales.

RÉSUMÉS

Au-delà des caractéristiques factuelles du Sommet Rio+20, il existe une grande continuité dans l'interprétation du développement soutenable entre celle qui a été mise en avant à cette occasion et celle proposée en son temps par le rapport Brundtland. Cette vision est somme toute assez

proche de celle théorisée par Schumpeter en matière d'évolution du capitalisme. Elle se concrétise par l'espoir d'un nouveau cycle de développement économique qui reposerait sur un nouveau type d'innovation, l'innovation environnementale.

We show that, beyond the characteristics of the Rio +20 Summit, there is a great continuity in the interpretation of sustainable development from that which has been put forward on at this occasion and that proposed by the Brundtland report. This vision is actually quite similar to that theorized by Schumpeter about the evolution of capitalism. This will result in the hope of a new cycle of economic development that relies on a new type of innovation, environmental innovation.

INDEX

Mots-clés : Rio+20, croissance verte, innovation environnementale, cycle Kondratiev

Keywords : Rio+20, green growth, eco-innovation, Kondratiev cycle

AUTEUR

FRANCK-DOMINIQUE VIVIEN

Franck-Dominique Vivien est économiste au laboratoire REGARDS, Université de Reims
Champagne Ardenne, fd.vivien@univ-reims.fr